

## **NOTE CONCEPTUELLE**

### **RENFORCEMENT DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES INTERIEURES AU NIGER**

#### **Atelier de validation :**

- **Projet de rapport d'évaluation des politiques et administrations fiscales au Niger**
- **Projet de rapport des recommandations et réformes prioritaires**

**Mai 2026**

## 1. Contexte et justification

En dépit de ses performances macroéconomiques caractérisées par une croissance économique moyenne de 6,5%, une inflation maîtrisée autour de 2,7% et un déficit budgétaire global de 4,3% du PIB sur la période 2023-2025 ainsi que par d'importantes réformes engagées en matière de finances publiques, la capacité du Niger à mobiliser efficacement ses ressources domestiques demeure limitée.

Au cours de la dernière décennie, les recettes fiscales ont régulièrement diminué, passant de niveaux déjà faibles à 9,4 % du PIB en 2022<sup>1</sup>, avant d'atteindre un niveau historiquement bas de 7 % en 2024<sup>2</sup> (.Ce niveau reste nettement inférieur au seuil communautaire de l'UEMOA fixé à 20 % du PIB, ainsi qu'au seuil de référence international de 15 % du PIB, généralement considéré comme le minimum requis pour financer durablement le développement et atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

Par ailleurs, l'écart fiscal (*tax gap*) est estimé à environ 3,4 % du PIB<sup>3</sup>, soit près de 500 à 600 milliards de FCFA de recettes non mobilisées chaque année, mettant en évidence un important potentiel fiscal encore inexploité.

Cette situation s'explique par une combinaison de facteurs structurels et administratifs, notamment la prédominance du secteur informel dont la contribution au PIB est estimée à 55–65 % du PIB<sup>4</sup>, illustrant l'étroitesse de l'assiette fiscale et le manque à gagner en termes de mobilisation des ressources internes en faveur d'un financement durable du développement.

Dans ce contexte, le ministère de l'Économie et des Finances, avec l'appui de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), à travers son Bureau pour l'Afrique de l'Ouest, a conduit un diagnostic stratégique des politiques et administrations fiscales. Les résultats de cette évaluation visent à orienter l'identification et le ciblage de réformes et des mesures de politique publique à travers un programme d'actions prioritaires, en vue d'une mise en œuvre rapide et efficace pour renforcer la mobilisation des ressources intérieures.

Le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures est considéré comme un pilier essentiel de la soutenabilité budgétaire, de la souveraineté économique et du financement durable des priorités nationales de développement, notamment dans le cadre du Programme de Refondation de la République (PRR) 2025-2029.

Cet exercice d'évaluation du secteur des finances publiques du Niger a permis de produire deux principaux livrables :

- (i) Un projet de rapport de diagnostic approfondi des politiques et administrations fiscales au Niger ;  
et

---

<sup>1</sup> FMI, *Niger: Selected Issues*, IMF Staff Country Reports, 2025, [Niger: Selected Issues in: IMF Staff Country Reports Volume 2025 Issue 026 \(2025\)](#)

<sup>2</sup> Voir le Rapport sur les dépenses fiscales 2025

<sup>3</sup> FMI, *Tax Potential and Revenue Mobilization in Niger*, Selected Issues Paper No. 2025/040 - [Tax Potential and Revenue Mobilization in Niger: IMF Selected Issues Paper No. 2025/040: December 17, 2024](#)

<sup>4</sup> FMI, *Niger: Selected Issues*, Country Report No. 25/26 - [Niger: Selected Issues: IMF Country Report No. 25/26: December 17, 2024](#)

- (ii) Un projet de rapport sur les recommandations et les réformes prioritaires, assorti d'un plan d'exécution.

Les présents termes de référence visent ainsi à organiser, en collaboration avec le bureau de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest, un atelier national de revue technique et de validation de ces deux livrables.

## **2. Objectifs de l'atelier**

### **2.1 Objectif général**

L'objectif principal de l'atelier est de valider les conclusions et les recommandations du diagnostic sur la mobilisation des ressources intérieures et de définir de manière consensuelle les réformes et mesures à mettre en œuvre dans le cadre d'un Plan d'Actions Prioritaires (PAP), y compris les modalités de leur mise en œuvre.

### **2.2. Objectifs spécifiques**

- Examiner et valider les principaux résultats issus du diagnostic de la mobilisation des ressources intérieures ;
- Examiner, enrichir et valider les recommandations et les mesures de réformes proposées ;
- Définir une feuille de route des mesures et réformes prioritaires à mettre en œuvre à court terme ;
- Convenir d'un séquençage approprié des réformes à court, moyen et long terme ;
- Identifier les prochaines étapes ainsi que les besoins d'appui technique pour la mise en œuvre.

## **3. Résultats attendus**

L'atelier devrait aboutir aux résultats suivants :

- Validation des résultats du diagnostic de la mobilisation des ressources intérieures ;
- Validation des recommandations et des mesures de réformes associées ;
- Elaboration d'une feuille de route opérationnelle des réformes prioritaires ;
- Accord sur le séquençage des réformes à court, moyen et long terme ;
- Élaboration d'une matrice des réformes priorisées (court, moyen et long terme) ;
- Identification et accord sur les besoins d'appui technique et institutionnels et les prochaines étapes

## **4. Approche organisationnelle et délibération des travaux**

Les travaux de l'atelier se dérouleront essentiellement en sessions plénières. Ils seront consacrés à la présentation, à l'examen et à la validation des résultats et conclusions du projet de rapport de diagnostic stratégique ainsi que du projet de stratégie et programme de réformes.

Une séance restreinte avec les experts du Ministère de l'Economie et des Finances en charge des réformes sera organisée afin d'identifier les interventions à fort impact à mettre en œuvre à court terme et dès cette année de finaliser la programmation de la feuille de route.

## **5. Participants attendus**

L'atelier réunira les principales parties prenantes nationales et les partenaires impliqués dans la définition et la mise en œuvre de la politique budgétaire et fiscale au Niger (Cf tableau ci-dessous). Il s'agit notamment :

- Des hauts responsables et experts des régies financières (impôts, trésor public, douanes) ;
- Des hauts responsables et experts en charge des finances publiques et notamment du budget ;
- Des hauts responsables et experts représentants des ministères sectoriels et institutions publiques concernées ;
- Représentants du secteur privé (le cas échéant) ;
- Des représentant des organisations de la société civile intervenant dans le domaine des finances publiques ;
- Des représentants des partenaires techniques et financiers y compris la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique ;

**Tableau 1 : Profil des structures publiques ciblées et nombre de participants attendus**

<b>Structures</b>	<b>Nombre de Participants</b>
<b>SG MEF</b>	1
<b>DGER</b>	5
<b>DGI</b>	8
<b>DGD</b>	4
<b>DGB</b>	2
<b>DGTCP</b>	2
<b>MINSTERE DES MINES</b>	2
<b>MINISTERE DU PETROLE</b>	2
<b>FONAP</b>	1
<b>CENTIF</b>	1
<b>ITIE</b>	1
	<b>29</b>

## **6. Date et lieu**

- **Date** : 11 mai 2026
- **Lieu** : Niamey, Hôtel Bravia

## 7. Projet de programme de l'atelier

Heure	Session	Responsables	Résultats attendus
<b>08h30 – 09h00</b>	Enregistrement des participants	Équipe organisatrice	Liste finale des participants
<b>09h00 – 09h30</b>	Allocutions d'ouverture	SG Ministère des Finances ou son représentant / Directrice CEA- WA	Alignement sur les objectifs et attentes de l'atelier
<b>09h30 – 10h15</b>	Présentation des principaux résultats et conclusions du rapport de diagnostic stratégique	CEA	Compréhension commune des constats clés du diagnostic
<b>10h15 – 11h00</b>	Discussion plénière sur les résultats et conclusions du rapport de diagnostic stratégique	Participants	Validation des résultats du diagnostic et identification des priorités clés
<b>11h00 – 11h15</b>	Pause café	—	—
<b>11h15 – 12h15</b>	Présentation du projet de rapport sur les recommandations et mesures de réformes	CEA	Compréhension des réformes proposées
<b>12h15 – 13h15</b>	Discussion sur les recommandations et mesures de réformes	Participants	Validation et enrichissement des mesures de réformes
<b>13h15 – 14h15</b>	Pause déjeuner	—	—
<b>14h15 – 15h45</b>	Priorisation et séquençage des mesures de réformes	Ministère des Finances / CEA	Liste priorisée des réformes avec séquençage (court, moyen et long terme)
<b>15h45 – 16h00</b>	Pause café	—	—
<b>16h00 – 16h45</b>	Accord sur la feuille de route de mise en œuvre, assistance technique et les prochaines étapes	Ministère des Finances / CEA	Feuille de route validée avec responsabilités et prochaines étapes claires
<b>16h45 – 17h00</b>	Allocutions de clôture	Ministère des Finances / Directrice CEA- WA	Clôture officielle de l'atelier